



Ouagadougou, le 20 Septembre 2022

## LETTRE OUVERTE

*Monsieur le ministre de l'Éducation Nationale,  
de l'Alphabétisation et de la Promotion  
des Langues Nationales*

**Objet** : considération des partenaires sociaux

**Monsieur le ministre,**

Cette rentrée scolaire 2022-2023 est celle de tous les défis. Il est de toute évidence que (1) rarement une rentrée scolaire n'a été abordée dans un contexte, aussi délicat que volatile, marqué (2) par l'expansion et l'explosion du terrorisme, la fermeture de 3 683 écoles primaires et secondaires, la flambée des prix des produits de grande consommation, l'explosion des prix des hydrocarbures, l'explosion des prix des fournitures scolaires et l'augmentation pernicieuse des frais de scolarité dans certains établissements d'enseignement privés.

Ce qui est affligeant, le ministère en charge de l'Éducation nationale, apparemment dépassé, semble aller de mains-mortes. Vous vous êtes contenté, du fond des lambris dorés de votre bureau cossu et imperméable, de notes laconiques, appelant, d'une part, les fondateurs d'établissement à faire preuve de compréhension et de patriotisme et d'autre part, le personnel éducatif, à la responsabilité.

**Monsieur le ministre,**

Nous pensions naïvement et à bon droit, en raison du contexte exceptionnel qui a favorisé votre avènement aux affaires, que vous alliez prendre la mesure de la situation, rompant avec les pratiques décriées, pour insuffler et implémenter une nouvelle dynamique, perlée de mesures fortes et salutaires.

Nous pensions naïvement, en raison de votre parcours singulier, mâtiné de critique, que vous seriez aussi attentif et à l'écoute des partenaires sociaux. Mais malheureusement, nous fûmes surpris, comme de nombreux acteurs du monde éducatif, de plus en plus volubiles, que vous avez cure de nos préoccupations et nos propositions, ô combien non négligeables ! (3)

Par trois fois au moins, à travers les correspondances des 18 mars, 6 juillet et 13 Septembre derniers, le RENCOF vous saisissait (4) en vain. Il aura en vain entrepris certains de vos collaborateurs qui ont demandé et obtenu un mémorandum, le 4 août dernier.

Nous sommes intrigués que nous questionnons votre disponibilité et votre engagement à porter les aspirations, des acteurs du monde scolaire, relatives à la transformation qualitative et compétitive de l'école burkinabè.

Nous sommes d'autant plus intrigués que nous souhaitons, de façon concertée et consensuelle, préparer la présente année scolaire, en jugulant les points fâcheux, pour alléger les souffrances des parents d'élèves et la misère annoncée des élèves (5) eux-mêmes.

Nous sommes étonnés que vous n'avez exploité aucun des moyens des relations publiques pour nous recevoir, ni même réunir l'ensemble des acteurs du monde scolaire, alors que vous répondez, avec empressement et enjouement, à des rendez-vous internationaux ; le dernier en date est celui du sommet sur la transformation de l'éducation à New-York aux Etats-Unis. Triste et affligeant !

**Monsieur le ministre,**

Vous ne pouvez pas conduire tout seul l'école burkinabè, ni même la refonder. C'est avec l'ensemble des acteurs, surtout nationaux, que vous devez penser des solutions endogènes (6) au service du développement harmonieux de notre société.

Vous ne pouvez pas et vous ne devez pas non plus continuer à nous mépriser, surtout que tout seul, vous ne semblez rien entreprendre pour enrayer la déliquescence de l'école burkinabè. De nombreuses écoles privées se transforment tristement en boutiques, avec des frais de scolarité exorbitants, en augmentation (6) ; des frais APE excessifs (7), en déphasage avec les textes y relatifs ; l'explosion de nouveaux services payants (frais d'inscription, frais de réinscription, pagnes, pagnes tissés, tenues de sport, tenues scolaires, couture, kits scolaires, frais de parkings, goûters obligatoires et diverses pénalités). Le pis, on ne vous entend pas et on ne vous voit pas non plus sur ces questions aussi essentielles. (8)

Nous pensons et à bon droit que l'Etat ne peut pas laisser faire, encore que l'école est sous sa responsabilité régaliennne. Nous rappelons que les parents ont cru bon de confier leurs enfants à l'Etat (9) à travers l'école, pour les façonner et les pétrir (10), en vue de former un degré de conscience nationale et de créer l'Etat-Nation, inclusif et solidaire.

**Monsieur le ministre,**

Il vous plaira donc de changer d'approches, de concert avec vos collaborateurs, pour nous recevoir, à titre individuel ou collectif, dans le cadre de la communication managériale (11) pour plancher sur l'avenir et le devenir de l'école, un droit consacré à nos enfants (12) pour éviter que celle-ci n'échappe à sa vocation sociale pour servir les intérêts d'une minorité oligarchique.

En attendant, nous vous renouvelons nos souhaits relatifs à la suppression des frais APE dans les établissements privés ; la suppression de nouveaux frais connexes aux frais de scolarité ; le gel de l'augmentation des frais de scolarité ; la fixation de nouveaux frais de scolarité dans les écoles privées, selon le niveau, les ordres d'enseignement et des critères prédéfinis dans un cadre concerté.

Espérant que cette lettre retienne votre attention, je vous prie de croire, monsieur le ministre, en l'expression de ma haute considération.

**Le Président**



A handwritten signature in blue ink is written over a circular stamp. The stamp contains the following text: "Réseau National des Consommateurs du Yaso" around the top edge, "Président" in the center, "Tel: 270 26 95 20" below "Président", "Yaso" below the phone number, and "RENGOF" around the bottom edge. There are two small stars on either side of the word "RENGOF".